



Les « poissonnières » à Marseille

(Cliché Le Méridional, extrait de la brochure Marius, enfant de Marseille.)

La surcharge croissante  
des classes marque un  
recul de plus de  
cinquante ans  
de notre pédagogie

# 25 élèves par classe

**Notre enseignement est en régression !**

Il y a de moins en moins d'espace libre dans nos classes où les enfants ne peuvent séjourner durant les heures prévues que s'ils sont assis et immobiles. Finis les travaux vivants non scolastiques, les activités créatrices et constructives, la discipline coopérative.

L'École redevient garderie et l'instituteur moniteur lorsqu'il n'est pas contraint de se muer en garde-chiourme...

... Comme il y a cinquante à quatre-vingts ans !

C'est tous les jours que le courrier nous amène les cris d'alarme d'écoles qui, l'une après l'autre, sombrent dans la pédagogie du troupeau.

Ce sont les petits élèves de l'École Lamartine à Saint-Chamond qui écrivent dans leur journal :

« A partir de ce mois, nos textes et nos dessins seront tirés uniquement au limographe. Pourquoi ?

Nous sommes nombreux (42 présents). Il a fallu ajouter des tables ; la place nous manque ; nous ne pouvons plus utiliser l'imprimerie ; impossible de se grouper autour de la casse ; impossible de composer par équipe. »

Un camarade du Finistère s'excuse de ne plus faire aucun travail efficient. La raison :

« Nous étions 22 l'an dernier, nous sommes 41 cette année. Plus de table de peinture, plus moyen de circuler. Chacun peint à sa place avec sa peinture... Vous connaissez le drame. »

Les écoles de la métropole n'auront bientôt plus rien à envier à cette école de Bamako dont l'instituteur nous dit le chiffre des effectifs :

« Les classes de notre école ont respectivement : CM2 : 55 élèves ; CM1 : 58 ; CE2 : 77 ; CE1 : 82 ; CP2 : 88 et le CP1 a débuté avec 115 élèves. »

Lorsque — et les habitants s'en réjouissent parce que c'est signe de vitalité — la circulation est trop intense sur les routes, on ne se contente pas de laisser les autos faire la queue à 4 à l'heure. On sait que les embouteillages amèneraient de véhémentes protestations et feraient fuir vers des régions plus accueillantes clients et visiteurs.

On trouve alors les fonds pour agrandir les voies, construire des ponts, creuser des tunnels et déplacer des collines au bulldozer. Il n'y a qu'à circuler sur nos routes pour se rendre compte qu'on a su,

et nous en sommes heureux, réagir utilement à l'afflux croissant d'autos et de camions.

Trop de véhicules dans les rues ? On ne se contente pas de les entasser obligatoirement dans des espaces réduits où ils n'auraient aucune facilité de manœuvre. Il y aurait bien trop de protestation. On enquête, on innove et on trouve même dans les grandes villes où la circulation devient hallucinante, les solutions acceptables.

Si on aménage ainsi, c'est que les dépenses nécessitées par les exigences du public sont rentables, qu'on se rend compte à quel point les routes sont comme le sang qui permet l'irrigation du commerce actuel et de l'industrie. Et en circulant de département en département on loue les services des travaux publics, des ingénieurs et des entreprises qui réalisent, en des temps records, cette merveille des routes de France.

L'instruction et l'éducation des enfants ne seraient-elles plus rentables ? Ne constitueraient-elles plus le sang vivant sans la circulation duquel un pays dégénère, une civilisation s'abâtardit, une démocratie démissionne ? Vraiment l'immense masse de ces millions d'usagers accepteraient-ils sans élever la voix l'embouteillage catastrophique de nos classes ? Se contenteront-ils d'une marche de 4 à l'heure là où il faudrait partir d'un trait et aller loin au rythme des « météores » contemporains ? Approuveront-ils les garages morts où il n'y a plus possibilité de circuler ? L'avenir de nos enfants ne vaut-il pas les commodités de la circulation routière ? Et les éducateurs eux-mêmes accepteraient-ils cette déchéance déshonorante qui, aux yeux du public, les désignera comme les grands coupables ?

Quand les routes sont mauvaises, on peste contre le cantonnier. Si l'Ecole ne remonte pas vigoureusement la pente où elle glisse, ce sont les instituteurs qui en porteront la responsabilité.

Le raisonnement est si simple et l'évidence telle ; les intérêts en jeu sont si primordiaux pour tous les parents que nous avons l'illusion de voir notre mot d'ordre : *25 élèves par classe* s'étendre comme une traînée de poudre.

Oui, nos appels, distribués à plusieurs dizaines de milliers d'exemplaires nous sont revenus couverts de signatures qui attestent le souci urgent des maîtres d'échapper au mal croissant de la surcharge des classes. Nous porterons à Aix-en-Provence la liasse des bulletins qui attesteront de l'importance, à la base, de la campagne entreprise.

Mais, contrairement à notre attente, la résonance dans les syndicats, dans les divers groupements et dans la presse a été à peu près nulle. Les parents d'élèves eux-mêmes n'ont pas été touchés. Comme si nous révélions une tare honteuse. Elle n'est certes pas à notre honneur, mais nous n'en porterions vraiment la responsabilité que si nous acceptions sans protester vigoureusement le sort qui est fait ainsi à la pédagogie de l'Ecole Laïque.

On se tait prudemment. Nous avions 25 élèves, nous en avons maintenant 45 et demain 60. Et nous accepterions cet entassement croissant en sachant qu'il est mortel pour l'Ecole parce qu'il rend progressivement tout vrai travail pédagogique impossible ; nous laisserions croire aux parents que nous éduquons raisonnablement leurs enfants, malgré cette surcharge ! nous permettrions que s'accrédite dans le public, chez les administrateurs et les parlementaires, cette idée que, par des méthodes appro-

priées « et qui ont fait leurs preuves », un instituteur peut fort bien accepter dans sa classe 60 à 70 élèves. Il suffit n'est-ce pas d'avoir de la poigne...

Nous laisserions sans réagir la surcharge des classes dans des locaux toujours insuffisants compromettre d'une façon catastrophique la santé des maîtres dont les absences toujours plus nombreuses ajoutent encore au désarroi de l'Ecole ?

Et comprendra-t-on un jour que si l'Ecole manque de maîtres, c'est que le plus noble des sacerdoxes est en train de devenir un métier d'adjudant, qui n'a pas même les avantages de l'armée à laquelle d'aucuns rêvent peut-être de l'assimiler.

Quant à nous, qui sommes placés au point sensible du malaise, nous mènerons, sans parti-pris, mais sans faiblir, une lutte qui nous paraît aujourd'hui comme devant conditionner le destin pédagogique des prochaines années.

*Rares sont ceux de nos collègues qui non encore dégagés de cette pédagogie du manuel, des leçons et de la discipline autoritaire qui a présidé il y a quatre-vingts ans aux premiers efforts d'éducation populaire, acceptent une aggravation qui n'est en somme que « quantitative ». Ils serrent un peu plus la vis de la discipline, ce qui est bien porté dans nos périodes de totalitarisme.*

*Mais les dizaines de milliers d'éducateurs qui, avec nos techniques ou avec d'autres, avaient commencé à faire briller le soleil ; ceux qui se passionnaient pour leur classe et pour leurs enfants qu'ils voulaient non seulement dresser mais cultiver et élever, tous ceux-là sentent la déchéance qui les atteint, et qui n'est pas seulement morale et intellectuelle, qui les marquera, qui les a déjà marqués dangereusement.*

Il nous sera certes facile de nous référer aux témoignages décisifs des psychologues et des pédagogues français et étrangers ; à l'opinion de tous les bons ouvriers de l'Ecole Laïque — à quelque échelon de la hiérarchie qu'ils se trouvent — qui nous ont tracé les voies de lumière et de libération ; au bon sens et à l'intérêt véritable des parents eux-mêmes pour que se joigne à nous l'immense masse des usagers de notre école.

Nous leur dirons la vraie situation de notre pédagogie, nos rêves déçus, et les mesures urgentes qui peuvent encore nous sauver du désastre.

Et qu'on ne s'y trompe pas : le sort de l'Ecole qui ne peut être que progressiste, est trop lié aux destins de notre pédagogie moderne. Il ne servirait de rien d'avoir obtenu, à force de travail, de réalisations et de ténacité, un droit de cité dans notre pédagogie, et l'officialisation de fait dont nous jouissons deviendrait bien illusoire si l'afflux croissant des élèves — que nul encore n'a considéré comme une calamité — ne trouvait sans contre-partie indispensable dans l'accroissement parallèle du nombre des classes et des maîtres ; si nous devons prendre la queue dans les circuits définitivement embouteillés.

Nous sommes à pied d'œuvre. Nous nous trouvons aujourd'hui suffisamment nombreux et actifs pour organiser la chaîne de détresse et mener, par les moyens que fixera le Congrès d'Aix-en-Provence, la grande campagne nationale qui redonnera à l'Ecole Laïque un nouvel espoir dans ses destins libérateurs.

C. FREINET.